

*Faire du tourisme autrement*

**« Je suis contre la folklorisation de mon héritage transformé en marchandise. Le tourisme alternatif vise à protéger l'environnement et à assurer un bénéfice économique à la population qui vit sur le territoire ».**

**ENTRETIEN** avec Salem Sahli par Elisabetta Ciuccarelli et Héctor Sánchez Margalef

**R**espect de l'environnement, participation de la population aux prises de décisions, culture, petits projets de tourisme rural, rencontres... sont quelques unes des caractéristiques du tourisme selon Salem Sahli, médecin et président d'A.E.R.E. (Association d'éducation relative à l'environnement) d'Hammamet qui associe protection de l'environnement et du patrimoine, projets de développement local et tourisme.

Après avoir été une destination très importante dans la Méditerranée, le secteur touristique tunisien se retrouve dans une difficile phase de stagnation. La crise du tourisme de masses impose une remise en question de la politique jusqu'ici en vigueur. Dans une interview téléphonique, **AFKAR/IDEES** s'est entretenue avec Sahli au sujet des obstacles au développement de modèles touristiques alternatifs, des stratégies à promouvoir, de la décentralisation, de l'environnement et des possibilités de « faire du tourisme autrement », comme écrit Salem Sahli, dans un des ses articles.

**AFKAR/IDEES** : Comment définiriez-vous le tourisme alternatif ?

**SALEM SAHLI** : C'est un nouveau concept de tourisme qui s'oriente vers des produits différents de ceux du tourisme balnéaire classique, qui est le plus répandu en Tunisie. C'est l'opposé du tourisme de masses, vé-

ritable rouleau compresseur qui a détruit l'environnement et qui a surexploité les ressources naturelles. Le tourisme alternatif est pérenne et intelligent; il s'occupe des gens, de leurs traditions, de leur culture et les consulte avant de démarrer un projet.

**A/1** : D'après vous, quelle est la situation du tourisme aujourd'hui en Tunisie ?

**S.S.** : La situation est moribonde. Le tourisme est malade en Tunisie, non pas à cause de la révolution, ni même en raison de la situation socioéconomique actuelle. Il est malade depuis au moins une trentaine d'années. Le *all inclusive*, qui date de 10 ou 15 ans, et qui a pris de l'ampleur, est une formule qui emprisonne, qui parque le visiteur dans une garnison, dans une boule aseptisée, sécurisée, climatisée, de laquelle on ne sort pas, si ce n'est que pour aller et venir de l'aéroport. Il faut encourager la rencontre entre le visiteur et le citoyen tunisien. C'est cela, le tourisme. Or, aujourd'hui, cette rencontre n'a lieu qu'aux frontières, à l'aéroport.

**A/1** : Quels sont les principaux obstacles qui entravent le développement du tourisme alternatif ?

**S.S.** : Le handicap numéro un, c'est l'absence de cadres juridiques qui pourraient accompagner son

émergence, son développement et sa pérennisation. C'est-à-dire qu'on n'a jamais voulu faire du tourisme alternatif en Tunisie et qu'il n'y a pas eu la volonté politique de promouvoir et pérenniser cette formule. Certes, on peut dire que les expériences de tourisme alternatif menées en Tunisie ont également échoué, car les qualités professionnelles du promoteur n'étaient pas excellentes, ou bien, car la gestion et la maîtrise du management leur faisaient défaut, ou encore parce que la santé financière des entreprises n'était pas bonne, mais je suis convaincu que l'absence de textes réglementaires fait en sorte que la moindre petite initiative innovante en la matière n'est pas viable. À Hammamet et dans la région de Cap-Bon, j'ai recensé 18 projets de tourisme alternatif, mais seuls deux n'ont pu survivre.

**A/1** : Pensez-vous que le tourisme alternatif a des chances d'augmenter sa part de marché ? Si oui, quelles sont les stratégies à adopter, afin de développer ce type de tourisme ?

**S.S.** : Il a beaucoup de chances en Tunisie, parce qu'il y a une richesse naturelle, culturelle et historique extraordinaire : c'est un pays qui change de végétation tous les 100 kilomètres et qui change d'accent tous les 10 kilomètres. Le pays est riche, mais lorsque la mise en valeur est désuète, lorsqu'il n'y a pas de volonté politique, lorsque les promoteurs

## On construit selon un concept de gigantisme qui dégrade l'environnement et sature le littoral

sont livrés à eux-mêmes, lorsqu'il n'y a pas d'incitation financière ni d'encouragement, bien sûr que le tourisme alternatif ne pourra pas s'imposer.

En termes de stratégie, en 2010 le ministère du Tourisme a publié « Stratégie 2016 », une étude réalisée par un bureau international. Des experts ont établi un diagnostic, ont inventorié les problématiques et ont donné des solutions. L'étude dégage cinq axes, une vingtaine d'actions prioritaires et des mesures pour la période 2010 -2016, mais elle a été critiquée par les acteurs du tourisme qui se plaignent de ne pas avoir été impliqués dans ce travail. Comme homme de terrain et acteur de la démocratie de proximité, je pense que cette étude est un inventaire à la Prévert, c'est-à-dire une liste de mesures qui rappellent strictement des études anciennes.

Depuis 1987 on parle d'amélioration de la qualité touristique et de diversification de l'offre touristique, mais qu'en est-il de la population ? On touche ici à un problème important qui a trait à la gouvernance, à la démocratie et au processus de prise de décisions. Or, si vous voulez faire du tourisme viable, il faut absolument impliquer les acteurs dans la définition des programmes d'action, il faut absolument respecter le milieu dans lequel on s'installe et on intervient. Il faut, comme nous l'avons souligné, en finir avec le *all inclusive* qui a fait beaucoup de mal au tourisme, au vrai tourisme, qui bénéficie à toute la société et non pas seulement aux grands groupes privés.

**A/I :** Quels sont les projets les plus intéressants qui existent en Tunisie ?

### Tunisie : Tourisme en chiffres

	2010	2011	2012	Ecart % 2012/11	Ecart % 2012/10
Recettes touristiques en MDT	3 522,5	2 432,6	3.172,9	30,4	-9,9
Nuitées globales	35 565 107	20 636 847	29 955 916	45,2	-15,8
Arrivées aux frontières	6 712 144	4 597 875	5 950 464	29,4	-11,3

Source : Direction des Etudes. Office National du Tourisme Tunisien

**s.s. :** Il en est des projets très intéressants qui rencontrent actuellement des difficultés. Par exemple, il existe un projet pilote qui s'appelle « Le village Ken », situé au sud de la ville d'Hammamet. C'est un bon projet, dans lequel l'enceinte du village a été construite avec des produits locaux et par des artisans de la région. Ils offrent plusieurs produits : une galerie d'art, des ateliers de céramique, de la restauration locale. Ce projet, qui a bien fonctionné, connaît aujourd'hui nombreuses difficultés. Un autre projet, celui d'un musée de la céramique de Nabeul, n'existe plus aujourd'hui: De même concernant le projet d'un musée du pain, un projet extraordinaire qui a échoué. Par ailleurs, il existe un projet dans lequel un promoteur a investi des millions de dinars, et qui a associé tourisme écologique, maisons d'hôte, hôtel de charme. Ce dernier est actuellement inopérant, en raison de sérieuses difficultés. Aussi, les quelques projets qui sont encore viables le sont grâce à des militants infatigables, qui croient dur comme fer en l'avenir du tourisme alternatif en Tunisie.

**A/I :** Pour développer ce type de tourisme, il est impératif de préserver

*l'environnement. Pensez-vous que l'on accorde beaucoup d'importance à cette question, en Tunisie ?*

**s.s. :** Non. Malgré les effets d'annonce, peu d'importance a été accordée à la préservation de l'environnement en Tunisie. On parle beaucoup de tourisme écologique et de tourisme vert avec beaucoup de promesses, mais avec des réalisations au compte goutte. Cela ne date pas de maintenant. Concernant l'urbanisme, par exemple, les grues sont à l'œuvre dans tout le pays ; et ce, non pas pour ériger des unités intelligentes et en harmonie avec l'environnement naturel. Au contraire, on construit selon un concept de gigantisme qui dégrade l'environnement, et l'on a substitué le vert avec l'implantation du béton, en saturant ainsi le littoral. Quand il y a toute une machine avec des agences gouvernementales, des autorités de tutelle, des banques privées et publiques, vous pouvez prier jusqu'à l'éternité pour l'environnement, la culture, l'archéologie, le savoir-faire, mais ce sera toujours très difficile. On a été accusés d'entraver la bonne marche du tourisme qui sert l'économie, qui apporte des devises, qui crée de l'emploi. Je ne suis pas contre le tourisme, mais

## Une loi de décentralisation est nécessaire pour que les collectivités locales prennent en charge leur avenir

contre le tourisme prédateur et contre la folklorisation de mon héritage, transformé en marchandise.

**A/I :** *Excepté les hauts lieux touristiques, tels que les stations balnéaires, pensez-vous que le tourisme alternatif pourrait accélérer le développement d'autres régions tunisiennes ?*

**s.s. :** Oui, certainement. Certaines régions ne disposent d'aucune installation, mais possèdent un potentiel énorme. C'est dans ces régions qu'il faut identifier des produits touristiques viables en y associant les populations, afin de les désenclaver. Les visiteurs désirent rencontrer les populations et demandent à voir la manière dont elles vivent. Il ne s'agit pas d'amener un bus de touristes dans une région berbère et de leur offrir un thé. Non, il y a des filières à monter et à inventer. Il faut être innovant. Je peux vous dire que ce genre de tourisme a beaucoup d'avenir et on commence à réfléchir, les hôteliers eux-mêmes commencent à comprendre que ce qu'ils ont fait n'était pas durable et qu'il faut faire du tourisme autrement.

**A/I :** *Comparé au tourisme traditionnel, quel impact peut avoir le tourisme alternatif dans le développement local ?*

**s.s. :** Je dis toujours « développer un territoire, c'est le mettre en mouvement ». Lorsque l'on fait du tourisme alternatif, par définition, on fait appel aux gens, on met en valeur des savoir-faire, des traditions,

un héritage, un patrimoine matériel et immatériel. Ce qui a manqué jusqu'à maintenant, c'est d'asseoir une gouvernance locale. Quand on se met autour d'une table pour parler du territoire, de ce qu'il faut faire, du tourisme que l'on souhaite, je peux vous assurer que la majorité des acteurs, y compris des responsables du secteur, affirment qu'il faut réorienter la programmation vers un tourisme qui associe la population à la prise de décisions. La Tunisie doit se décentraliser, car tout est centralisé aujourd'hui au niveau du ministère du Tourisme, à l'ONTT (Office National du tourisme tunisien) et l'AFT (Agence foncière touristique). J'espère qu'avec la révolution et l'effervescence en matière de constitution et de rédaction de lois, une loi-cadre de décentralisation émergera. Par ailleurs, en matière de tourisme, les collectivités locales n'ont pas de prérogatives et les régions n'ont aucun rôle à jouer dans le montage du produit touristique ni même dans l'invitation des promoteurs à faire un autre tourisme en Tunisie. Une loi de décentralisation serait une vraie révolution. Elle est nécessaire pour que les collectivités locales aient la possibilité de prendre en charge leur avenir et se convertir en chefs d'orchestre du développement de leur territoire.

**A/I :** *Quels sont les projets mis en place par l'association que vous présidez, pour promouvoir ce type de tourisme ?*

**s.s. :** Notre association a créé un projet de tourisme alternatif à Hammamet qui est cofinancé par

le programme EuroMed Héritage de l'Union européenne. Il s'agissait de créer un écomusée de l'orange-raie. Le patrimoine agrumicole est une composante essentielle de l'identité locale. L'écomusée a été conçu et aménagé au sein même du Centre culturel international de Hammamet (Dar Sébastien). C'est un projet collectif qui associe un verger d'agrumes témoin, un arboretum agrumicole et une exposition permanente et qui a assez de visiteurs. Ce projet est viable parce qu'il est pluridisciplinaire. En effet, on y a associé des ingénieurs, des sociologues, des agronomes, des architectes et surtout des agrumiculteurs, fiers de pouvoir valoriser leur profession et leur savoir-faire. Nous avons également un projet en cours et qui attend d'être financé : il s'agit de la « Promotion du tourisme rural coopératif en Méditerranée », qui envisage de constituer un réseau pour élaborer des stratégies communes en matière de tourisme rural, ainsi qu'à préfigurer un tour operator coopératif méditerranéen, pour promouvoir ce tourisme.

Les deux projets ont une approche intégrée et participative. Il ne s'agit pas de protéger uniquement l'environnement, si on ne pense pas au social et à l'avenir d'un territoire, le projet ne marchera pas. Il faut assurer un bénéfice économique à la population qui vit sur le territoire. ■